

LE DROIT JUDICIAIRE SAOUDIEN À L'ÉPREUVE DE LA RÉFORME JUDICIAIRE DE 2007 : NOUVEAUTÉ OU CONTINUITÉ ?

Houari BELARBI*

L'évolution du droit judiciaire saoudien a connu diverses étapes à travers l'histoire de la péninsule Arabe. Les lois successives, promulguées après la réunification du Royaume, n'ont mis en place qu'une simple organisation des tribunaux privés de l'ensemble de leurs compétences à cause de la multiplication des comités à compétence judiciaire. Les anciennes codifications judiciaires approuvaient la dualité judiciaire (juridictions judiciaires et juridictions administratives), mais les tribunaux avaient des compétences nuancées telles qu'en témoignent les affaires pénales et commerciales qui relevaient de la compétence des juridictions administratives. L'ouverture du Royaume sur le monde, et l'évolution de la société Saoudienne ont semé les germes de la réforme de 2007 mettant en place une organisation judiciaire moderne. Cette réforme a ouvert la voie à des tribunaux spécialisés, à la mise en place des magistrats professionnels, et à l'affirmation du principe de la double juridiction.

The development of the Saudi judicial law has passed into various steps through the history of the Arabian Peninsula. Successive laws have been enacted after the reunification of the kingdom, and they have set up a simple organization of courts deprived of their competences because of the proliferation of committees with jurisdictional authority. The old legal codifications had already recognized judicial duality (judicial courts and administrative courts), but the fields were not clearly separated since administrative courts could for example hear both criminal and commercial cases. The openness of the kingdom towards the world, and the evolution of the Saudi society were the seeds of the 2007 reform for the establishment of a modern judicial system. This reform has paved the way for specialized courts, the establishment of professional judges and the affirmation of the principle of double jurisdiction.

* Professeur de droit à la faculté de droit et science politique – Université Roi Saoud, Royaume d'Arabie Saoudite. *This is a research project that was supported by a grant from the Research Center of faculty of law and political science, Deanship of Scientific Research at King Saud University.*

APERÇU HISTORIQUE

L'évolution historique de l'organisation judiciaire en Arabie Saoudite fut liée aux diverses étapes de la réunification du Royaume réalisée en 1932 par le défunt roi Abdelaziz bin Abderrahmane Al-Saoud (1880-1953).

La péninsule Arabe était, avant la réunification, divisée en territoires dont les plus connus sont le territoire du *Hedjaz*¹, et le territoire du *Nedjd*².

Rappelons que le territoire du *Hedjaz* fut le seul à connaître une organisation judiciaire développée sous l'influence de l'empire Ottoman au 19^e siècle³, et que, à l'opposé, le territoire de *Nedjd* ne connut, avant la réunification de 1932, que de modestes tribunaux gérés par des *Muftis*. En revanche, dans les autres territoires régnait une justice tribale et coutumière gérée par les chefs de tribus considérés comme les seuls connaisseurs des coutumes et traditions⁴.

Dès 1927 le roi Abdelaziz promulgua le premier décret royal⁵ instituant les tribunaux charaïques. Ce décret mit en place les tribunaux des référés et les grands tribunaux charaïques qui furent installés à la Mecque, Djeddah, et Médine. Quant à la composition des tribunaux, la collégialité était de principe dans la mesure où le jugement devait être rendu à la majorité.

En juillet 1931, le roi Abdelaziz procéda à la promulgation de la loi organisant les procédures devant les tribunaux charaïques⁶. En outre, en 1932 fut établi la loi relative à la réglementation des juridictions charaïques du 7 mars 1938 modifiée par la loi de 1952. Cette loi fut suivie par la promulgation de la loi du 14 octobre 1952 relative à l'organisation procédurale au sein des tribunaux charaïques⁷.

¹ La province du *Hedjaz* était sous l'autorité du sultan Cherif Hussein bin Ali (1851-1931).

² La province du *Nedjd* était sous l'autorité du sultan Abdelaziz bin Abderrahmane Al-Saoud.

³ M. ZUHAILI, *L'organisation judiciaire dans le Fiqh islamique et son application en Arabie Saoudite* (Livre en arabe), Damas, éd. Dar Fikr, 1982, p. 113 ; A. JIRA, *Système judiciaire en Arabie Saoudite* (Livre en arabe), Riyadh, éd. Institut de l'administration publique, 1988, p. 31 ; M. FAOUZANE, *La nouvelle organisation judiciaire en Arabie Saoudite : étude comparée avec le Fiqh islamique* (Livre en arabe), éd. Librairie de droit et de l'économie, 1^e éd., Riyadh, 2010, p. 55 et 56 ; B. AL CHAMRI, *L'évolution du système judiciaire et les lois procédurales à l'ère du serviteur des deux lieux saints le roi Fahd bin Abdelaziz Al Saoud* (Livre en arabe), éd. Imprimerie de l'Université roi Saoud, 2002, p. 3 et 4 ; A. AL CHEIKH, *Aperçus autour de la justice en Arabie Saoudite* (Livre en arabe), 2^e éd., éd. Al fawaid, 2000, p. 78.

⁴ Ministère de la justice, *Le système judiciaire en Arabie Saoudite : son histoire, ses institutions, ses principes*, t. I, 1999, p. 6 et s.

⁵ Décret royal du 2 août 1927 relatif à l'institution des tribunaux charaïques, *JO Um Al Qura*, n° 140, 19 août 1927.

⁶ *JO Um Al Qura* n° 346, 31 juill. 1931.

⁷ Décret royal n° 109 du 14 oct. 1952, *JO Um Al Qura* n° 1435, 24 oct. 1952.

Afin de remédier aux imperfections contenues dans les lois antérieures, le législateur saoudien promulgua le 23 juillet 1975⁸ une nouvelle loi portant sur le Code judiciaire. La nouveauté de cette loi de 1975 réside dans le changement de l'appellation des tribunaux comme l'indique l'article 5, qui instaure les tribunaux sommaires à la place des tribunaux des référés, et les tribunaux généraux à la place des grands tribunaux charaïques⁹.

Après son accession au trône en 1982, le roi *Fahd bin Abdelaziz* offrit au Royaume une première constitution (*Nidham al Açaçi lil hokm*)¹⁰ confirmant l'indépendance de l'autorité judiciaire comme le souligne son article 46.

Cette constitution ouvra la voie à différentes lois dont la loi du 10 août 2001¹¹ sur les procédures charaïques, une sorte de Code de procédure civile définissant un ensemble de procédures à suivre dans les affaires civiles devant les juridictions de l'ordre judiciaire. Par ailleurs, un autre code fut promulgué le 15 octobre de la même année : il s'agit du Code de procédure pénale¹².

Notons que l'organisation judiciaire au sein de l'ordre juridictionnel judiciaire issue de la loi de 1975 sembla privée de certaines compétences judiciaires octroyées aux juridictions de l'ordre administratif¹³, ce qui contredit l'article 26 de ladite loi qui reconnaît d'une manière expresse que les juridictions de l'ordre judiciaire ont vocation à statuer sur toutes les affaires dont la compétence n'est pas attribuée à une autre juridiction par une règle expresse. En effet, selon la formule de *Solus et Perrot* : « Il n'est pas nécessaire qu'une loi accorde expressément compétence, il suffit qu'aucune ne la leur refuse »¹⁴.

Afin de remédier à cette situation, le défunt roi *Abdallah bin Abdelaziz Al Saoud* lança un grand chantier de réforme de la justice¹⁵ dans le but d'établir un nouveau système judiciaire tenant compte des aspirations

⁸ Code judiciaire promulgué par décret royal n° M-64 du 23 juill. 1975, *JO Um Al Qura* n° 2592, 5 sept. 1975.

⁹ M. MATHIEU, « Le nouveau système judiciaire de l'Arabie Saoudite : un exemple d'adaptation de la *chari'* à au monde moderne », *RIDC*, n° 2-2008, p. 450.

¹⁰ Loi fondamentale du pouvoir (constitution) promulguée par ordonnance royale n° A-90 du 2 mars 1992.

¹¹ Loi sur les procédures charaïques promulguée par décret royal n° M-21 du 10 août 2001.

¹² Code de procédure pénale promulgué par décret royal n° M-39 du 15 oct. 2001.

¹³ Citons à titre d'exemple la décision du conseil des ministres saoudien n° 241 du 23 juin 1987 qui accorde aux juridictions de l'ordre administratif la compétence exclusive en matière d'affaires commerciales.

¹⁴ L. CADIET, *Droit judiciaire privé*, 3^e éd., Paris, Litec, 2000, p. 78.

¹⁵ Projet lancé en 2007 par le roi Abdallah bin Abdelaziz Al Saoud avec un budget de 7 milliards Riyal saoudien, v. art. publié sur : <http://www.alriyadh.com/2009/06/21/article439230.html>. (art. en arabe).

nouvelles de la société saoudienne, et des divers engagements du Royaume sur la scène internationale.

Dans le but de lancer ce grand chantier de réforme, l'ancien Ministre Saoudien de la Justice¹⁶ avait, dès 2006, rencontré son homologue le ministre français de la Justice¹⁷. À l'issue de cette rencontre un accord fut conclu¹⁸ et une délégation saoudienne de l'institut judiciaire se rendit à l'École nationale de la magistrature de Bordeaux (France)¹⁹.

L'initiative du roi défunt *Abdallah Al Saoud* pour la réforme de la justice fut concrétisée et traduite en 2007 par la promulgation de deux lois : la première concerne les juridictions de l'ordre judiciaire²⁰, et la deuxième les juridictions de l'ordre administratif²¹.

Cette réforme vient d'être soutenue par la promulgation du nouveau Code de procédure civile²² et du nouveau Code des procédures auprès du Conseil des griefs²³.

Face à cette grande évolution législative, des questions peuvent être soulevées concernant l'effet de cette réforme sur l'organisation des juridictions de l'ordre judiciaire. Il semble en effet nécessaire d'exposer les nouveautés apportées par le nouveau Code judiciaire de 2007, comme la nouvelle organisation des juridictions de l'ordre administratif.

I. LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE

La réforme de 2007 a remanié le système judiciaire saoudien ainsi que la structure de ses institutions. En effet, l'article 9 du Code judiciaire du 1^{er} octobre 2007 prévoit une nouvelle organisation des tribunaux qui diffère de ce qui était prévu dans l'article 5 de l'ancien Code judiciaire du 23 juillet 1975.

Désormais, l'article 9 du nouveau Code judiciaire de 2007 dispose que :
« Les cours se composent comme suit :

¹⁶ M. le ministre A. AL CHEIKH, ministre de la Justice.

¹⁷ M. le ministre P. CLEMENT, ministre de la Justice.

¹⁸ V. <http://www.alriyadh.com/2006/01/19/article124047.html>. (art. en arabe).

¹⁹ V. http://www.enm-justice.fr/detail-actu.php?CSPPARTC_action=article&CSPPARTC_aricleUID=1441&Aname=L%92Arabie_Saoudite_s%92interesse_au_modele_francais.

²⁰ Décret royal n° M-78 du 1^{er} oct. 2007 portant Code judiciaire, *JO Um Al Qura* n° 4170, 12 oct. 2007.

²¹ Décret royal n° M-78 du 1^{er} oct. 2007 relative à la loi du Conseil des griefs (juridictions de l'ordre administratif), *JO Um Al Qura* n° 4170, 12 oct 2007.

²² Décret royal n° M-1 du 26 nov. 2013 portant Code de procédure civile, *JO Um Al-Qura* n° 4493, 20 déc. 2013.

²³ Code des procédures auprès du Conseil des griefs, promulgué par décret royal n° M-3, 25 nov. 2013.

- 1- La Cour suprême
- 2- Les cours d'appel
- 3- Les tribunaux de première instance sont :
 - Les tribunaux généraux
 - Les tribunaux pénaux
 - Les tribunaux du statut personnel
 - Les tribunaux du travail
 - Les tribunaux commerciaux... ».

Le nouveau Code de 2007 a défini clairement l'ordre, la composition, et les compétences des juridictions du premier degré. Au niveau des juridictions du premier degré, le législateur Saoudien a apporté des nouvelles modifications qui ont mené à la création de nouveaux tribunaux spécialisés.

Afin de renforcer le principe du double degré de juridiction, le nouveau Code organise les cours d'appels comme des juridictions du second degré pour statuer sur les appels interjetés contre les jugements des tribunaux du premier degré. La réforme de 2007, a ainsi créé la Cour suprême, dont le siège est à Riyadh, capitale du Royaume.

En sus de cette réorganisation judiciaire, le législateur saoudien a maintenu dans le nouveau Code l'institution suprême de la magistrature, mais en ne lui accordant que des compétences purement administratives et financières.

A. – Les juridictions du premier degré

L'article 9 du nouveau Code judiciaire a préservé les tribunaux généraux, mais avec des compétences limitées, cela peut être expliqué par la création de quatre tribunaux spécialisés.

1. Les tribunaux généraux

Ces tribunaux généraux existaient déjà dans l'ancien Code de 1975²⁴. En revanche, la nouveauté réside dans la création de sections spécialisées au niveau de chaque tribunal général, mais avec des compétences réduites eu égard à la présence des tribunaux spécialisés comme les juridictions de première instance.

L'article 19 du nouveau Code de 2007 dispose que : « Les tribunaux généraux sont créés dans les provinces, les départements, et les communes. Ils se composent de sections dont, parmi elles, des sections d'exécution, des affaires gracieuses en matière de preuve, et toutes autres affaires ne relevant

²⁴ Art. 5, 22, et 23 du Code judiciaire du 23 juill. 1975.

pas de la compétence des autres tribunaux spécialisés. Ils statuent sur les actions relatives aux accidents de la route et aux contraventions énoncées dans le Code de la route et son décret d'application ».

Les tribunaux généraux ont compétence générale dans toutes les affaires excepté les compétences dévolues aux autres tribunaux spécialisés en vertu des dispositions du nouveau Code judiciaire.

L'article 31 du Code de procédure civile de 2013²⁵ dispose que : « Les tribunaux généraux sont compétents pour juger toutes les actions, affaires gracieuses en matière de preuve, et toutes autres ne relevant pas de la compétence des autres tribunaux, et ont compétence exclusive pour se prononcer sur :

a- Les actions relatives à l'immobilier, litige de propriété, ou droit y étant rattaché, action relative au dommage causé par un immeuble ou par ses usufruitiers, action d'usufruit, d'évacuation, ou paiement du salaire ou participation, action de protection possessoire ou de réintégration et actions analogues, sauf dispositions contraires de la présente loi.

b- La délivrance des actes prouvant la propriété de l'immeuble ou de son *wakf*²⁶.

c- Les actions issues des accidents de la circulation et des contraventions visées par le Code de la route, et son décret exécutif ».

En sus de ces compétences, le législateur de 2007 a opté pour la création de sections spécialisées au sein des tribunaux généraux comme le souligne l'article 19 du nouveau Code judiciaire. Parmi les sections nouvellement créées, la section de l'exécution s'est octroyée des compétences interne et internationale. En effet, l'article 8 de la loi du 3 juillet 2012²⁷ dispose que :

1- La section de l'exécution – dans chaque tribunal général – se charge de l'exécution et des procédures, et peut être constituée de plus d'une section en cas de nécessité.

2- Le juge unique – au tribunal général – se charge de l'exécution, et de ses procédures.

3- L'exécution des jugements, ordonnances, et les actes étrangers se font par un ou plusieurs juges selon la nécessité. Le Conseil suprême de la magistrature peut – en cas de nécessité – créer des tribunaux compétents pour l'exécution.

²⁵ Décret royal n° M-1 du 26 nov. 2013 portant Code de procédure civile, *JO Um Al-Qura* n° 4493, 20 déc. 2013.

²⁶ Le *wakf* est défini comme « la possession d'une propriété, convertie d'une propriété privée en une propriété sociale, et dont l'usufruit du revenu généré est alloué à des bénéficiaires définis », v. : http://www.lescahiersdelislam.fr/L-institution-des-waqf-et-la-finance-islamique_a391.html.

²⁷ Décret royal n° 53 du 3 juill. 2012 portant Code de l'exécution, *JO Um Al-Qura* n° 4425, 31 août 2012.

En outre, l'article 11 de ladite loi²⁸ sur l'exécution confirme la compétence internationale de la section de l'exécution en matière d'exécution des jugements et des décisions rendues par des juridictions étrangères.

Compte tenu de la période transitoire qu'a connu l'application du nouveau Code judiciaire de 2007, le législateur saoudien a précisé dans l'article 31 du Code de procédure civile que dans les départements ou communes qui ne possèdent pas de tribunal spécialisé, le tribunal général est compétent pour juger toutes les actions, affaires, homologation des actes et assimilés qui relèvent, en principe, du ressort du tribunal spécialisé, sauf décision contraire du Conseil suprême de la magistrature.

Quant à la formation juridictionnelle des tribunaux généraux, chaque section est composée d'un ou plusieurs magistrats selon ce qui est déterminé par le Conseil suprême de la magistrature. D'après l'article 19 du nouveau Code judiciaire, les sections des tribunaux généraux ne réunissent qu'exceptionnellement la formation collégiale, le principe étant la formation de juge unique. Contrairement à l'article 22²⁹ de l'ancien Code judiciaire de 1975, il appartient au Conseil suprême de la magistrature, et non au ministre de la Justice, de décider de la formation de chaque section.

2. Les tribunaux spécialisés

a) Les tribunaux pénaux

La loi de 1975 avait partagé la compétence de statuer sur les affaires pénales entre le tribunal général et le tribunal de poursuite sommaire³⁰. Le tribunal général avait pour compétence de statuer sur les affaires criminelles

²⁸ Art. 11 : « Par respect aux dispositions requises par les conventions et traités, le juge de l'exécution ne peut exécuter le jugement et ordonnance étrangers que sur la base de réciprocité, et qu'après vérification de ce que suit :

1- Que les juridictions Saoudiennes ne soient pas compétentes pour statuer sur le litige dont le jugement ou l'ordonnance ont été rendus, et que les juridictions étrangères qui les ont rendus soient compétentes selon les règles de compétence juridictionnelle prévues dans leurs lois.

2- Que les parties à l'action dont un jugement a été rendu ont été citées à comparaître, y ont comparu valablement, et ont pu se défendre elles-mêmes.

3- Que le jugement ou l'ordonnance sont devenus définitifs conformément aux lois de la juridiction où ils ont été rendus.

4- Que le jugement ou l'ordonnance ne contredisent pas un jugement ou une ordonnance rendus sur le même fond par une juridiction compétente au Royaume.

5- Que le jugement ou l'ordonnance ne soient pas contraires aux règles de l'ordre public au Royaume ».

²⁹ Art. 22 du Code judiciaire de 1975 qui dispose que : « le tribunal est composé d'un ou plusieurs magistrats, sa formation, la désignation de son siège, et la détermination de ses compétences se font par décision du Ministre de la justice sur proposition du Conseil de la magistrature suprême ».

³⁰ Art. 23 et 24 de l'ancien Code judiciaire de 1975.

entraînant la peine de mort, ou *Qisas*³¹, ainsi que sur les affaires concernant les *Houdoud*³².

Quant au tribunal de poursuite sommaire, le législateur de 1975 lui a attribué la compétence de statuer sur les délits et *Houdoud* n'entraînant pas de dommages, ainsi que sur les affaires concernant les *Ta'zir*³³.

Soulignons qu'avant la réforme de 2007, la compétence de statuer sur les affaires concernant les *Ta'zir* (crime de corruption, de faux...) était reconnue au Conseil des griefs (juridiction administrative) comme le souligne l'ancien article 8, alinéa f du Code du Conseil des griefs du 10 mai 1982.

Cette anomalie a été rectifiée par la réforme de 2007 qui a octroyé cette compétence au tribunal pénal nouvellement créé comme en témoignent les dispositifs exécutifs pour l'application du nouveau Code judiciaire et le nouveau Code du Conseil des griefs de 2007³⁴.

En effet, l'article 20 du nouveau Code judiciaire de 2007 a concrétisé le souhait d'une grande réforme judiciaire en instituant un tribunal pénal ayant pour compétence de statuer seul sur toutes les affaires pénales. Ce tribunal pénal est composé de sections spécialisées :

- Section des affaires de *Qisas* et *Houdoud*
- Section des affaires de *Ta'zir*
- Section des affaires juvéniles

Contrairement aux sections des tribunaux généraux, chaque section du tribunal pénal est composée de trois magistrats. La collégialité dans ces sections est de principe (art. 20).

b) Les tribunaux de statut personnel

Avant la réforme de 2007, la compétence pour statuer sur les affaires du statut personnel était reconnue à un tribunal spécialisé rattaché au tribunal général. Il statuait seulement sur quelques affaires familiales et sur les affaires de sécurité sociale, d'où son appellation de « tribunal des affaires matrimoniales et de la sécurité sociale »³⁵.

³¹ Loi du talion.

³² Crimes dont les peines sont prescrites explicitement par le Coran.

³³ Crimes dont les peines sont déterminées par les magistrats.

³⁴ Art. 6/6 des dispositifs exécutifs pour la mise en application des nouveaux codes judiciaires et Conseil des griefs de 2007, *JO Um Al-Qura*, n° 4170, 21 sept. 2007.

³⁵ A. MAKHLOUF, *Traité explicatif du nouvel ordre juridictionnel en Arabie Saoudite*, Institut de l'administration publique, Riyadh, Ed. Administration publique d'imprimerie et de publication, 2013, p. 138.

Il fut créé par l'article 26 de l'ancien Code judiciaire de 1975 qui dispose : « [...] Des tribunaux spécialisés peuvent être créés par décret royal sur proposition du Conseil de la magistrature suprême³⁶ ».

L'article 21 du nouveau Code judiciaire de 2007 dispose que : « le tribunal du statut personnel se compose d'une ou plusieurs sections, chaque section est composée d'un ou plusieurs magistrats conformément à ce qui est fixé par le Conseil suprême de la magistrature [...] ».

De plus, le législateur de 2007 a permis de créer d'autres sections spécialisées au sein de ce tribunal telles que la section pour les affaires de divorces, ou la section pour les affaires de successions... (art. 21).

L'article 33 du nouveau Code de procédure civile de 2013³⁷ dispose que : « Les tribunaux du statut personnel sont compétents pour juger ce qui suit :

a- Toutes questions relevant du statut personnel dont :

1- Preuve du mariage, divorce, *khol'â*³⁸, résiliation du contrat de mariage, retour de l'épouse au domicile conjugal, droit de garde, pension alimentaire, droit de visite.

2- Preuve du *wak f*³⁹, de la tutelle testamentaire, filiation, absence, décès, inventaire des héritiers.

3- De la succession, la liquidation de la succession comprenant l'immobilier si il est l'objet du litige, une part de *wakf*, un testament, un mineur, ou un absent.

4- Preuve de la désignation de tuteurs testamentaires, des administrateurs, leur autoriser les actes qui nécessitent un accord préalable du tribunal, les évincer le cas échéant, l'interdiction faite aux prodigues et sa levée, les décrets de la présente loi précisant les procédures qui leurs sont nécessaires.

5- Preuve de la procuration du muet qui ne sait ni lire ni écrire.

6- Faire marier celle qui n'a pas de tuteur, ou celle dont les parents refusent le mariage.

b- Les actions relevant des questions du statut personnel.

c- Les actions intentées pour l'application des peines contenues dans la loi relative à la commission générale de la tutelle sur les biens des mineurs et leurs assimilés ».

³⁶ Il faut souligner que cette instance juridictionnelle a changé de nom avec la réforme de 2007, elle est connue actuellement sous le nom de : « Le Conseil suprême de la magistrature » au lieu de : « Le Conseil de la magistrature suprême » qui existait dans l'ancien Code judiciaire de 1975.

³⁷ Cf. *supra*, note 27.

³⁸ Droit reconnu à l'épouse de demander le divorce selon des conditions fixées par la *chari'* à islamique.

³⁹ Cf. *supra*, note 28.

c) Les tribunaux commerciaux

Avant la réforme de 2007, le législateur Saoudien avait promulgué une loi dite « loi du tribunal commercial »⁴⁰, dont le but était de créer un tribunal spécialisé pour statuer sur tous les conflits commerciaux. Soulignons que cette loi avait prévu toutes les dispositions concernant sa création, sa composition, et ses compétences, mais le législateur avait retiré par la suite cette loi en l'abrogeant⁴¹, et attribua ses compétences au ministère du commerce. Face à cette anomalie, le législateur Saoudien décida en 1962 de créer un comité pour le règlement des conflits commerciaux, et un autre comité pour le règlement des conflits des sociétés commerciales. Cette dualité n'a pas duré longtemps car une décision du conseil des ministres décida de l'unification de ces deux comités⁴² en un seul « le comité du règlement des conflits commerciaux ». Il est vrai que ce comité hérita des compétences pour statuer sur tous les conflits commerciaux (effets commerciaux, sociétés commerciales, contrats commerciaux...), mais ce dernier s'est vu retirer ses compétences en 1987⁴³ lesquelles furent attribuées au Conseil des griefs (juridiction administrative).

L'avènement de la réforme de 2007 a rectifié cette irrégularité en créant le tribunal commercial qui s'inscrit clairement dans l'ordre juridictionnel judiciaire et non administratif.

En effet, l'article 22 du nouveau Code judiciaire dispose que : « [...] le tribunal commercial se compose de sections spécialisées. Chaque section se compose d'un ou plusieurs magistrats conformément à ce qui est déterminé par le Conseil suprême de la magistrature ».

Ainsi, les dispositifs exécutifs pour l'application du nouveau Code judiciaire et le nouveau Code du Conseil des griefs de 2007⁴⁴ mentionnent, dans l'article 8, paragraphe 6 et 7, le transfert de toutes les compétences reconnues autrefois aux comités commerciaux rattachés au Conseil des griefs, et les attribuent clairement au tribunal commercial seul compétent pour statuer sur tous les litiges commerciaux.

De plus, l'article 35 du nouveau Code de procédure civile⁴⁵ dispose que : « Les tribunaux commerciaux sont compétents pour juger ce qui suit :

a-Tous les litiges commerciaux par nature et par accessoire survenant entre commerçants.

⁴⁰ Loi portant création du tribunal commercial, promulguée par décret royal n° 23 du 1^{er} juin 1931.

⁴¹ Elle fut abrogée par décision du conseil des Ministres n° 142 du 17 juin 1955.

⁴² Décision du conseil des Ministres n° 186 du 14 mai 1967.

⁴³ Décision du conseil des Ministres n° 241 du 22 juin 1987.

⁴⁴ Cf. *supra*, note 35.

⁴⁵ Cf. *supra*, note 27.

b- Actions intentées contre un commerçant à raison de ses actes commerciaux par nature et accessoire.

c- Litiges survenant entre associés dans les sociétés.

d- Toutes les actions, et contraventions relatives aux lois commerciales sans préjudice aux compétences du Conseil des griefs.

e- Actions de faillite, interdiction faite aux faillis et levée de la faillite.

f- Autres litiges commerciaux ».

Notons que l'application des dispositifs exécutifs pour la mise en œuvre des dispositions du nouveau Code judiciaire et du nouveau Code du Conseil des griefs de 2007 connaît une difficulté concernant la période transitoire, et plus précisément les transferts de compétences de certains comités⁴⁶ au tribunal commercial. Il semble que la plus haute autorité judiciaire représentée par le Conseil suprême de la magistrature ait besoin de plus de temps pour la mise en œuvre de cette grande réforme, d'où la prorogation de la mission de ces comités en exercice, et la nomination de nouveaux membres⁴⁷.

d) Les tribunaux du travail

Antérieurement à la réforme de 2007, les conflits du travail étaient du ressort de deux comités à compétence judiciaire. Il s'agit en premier lieu du comité de première instance pour le règlement des conflits du travail, et en second lieu du comité suprême pour le règlement des conflits du travail⁴⁸.

Soulignons que ces deux comités étaient sous l'autorité du ministre du Travail.

Avec la promulgation du nouveau Code judiciaire de 2007, l'article 22 dispose que : « [...] le tribunal du travail se compose de sections spécialisées. Chaque section se compose d'un ou plusieurs magistrats conformément à ce qui est déterminé par le Conseil suprême de la magistrature ».

L'article 34 du nouveau Code de procédure civile⁴⁹ dispose que : « Les tribunaux du travail sont compétents pour juger ce qui suit :

a- Les litiges relatifs aux contrats de travail, salaires, droits, accidents du travail et leurs indemnités.

b- Les litiges relatifs aux sanctions disciplinaires infligées par l'employeur à l'encontre du salarié, ou relatives à la demande d'une dispense de ces sanctions.

⁴⁶ Il s'agit des comités à compétence judiciaire tels que le comité des conflits bancaires, et le comité statuant sur les violations et litiges financiers.

⁴⁷ Ordonnance royale n° A-24 du 30 nov. 2015 portant la restructuration de ces deux comités.

⁴⁸ Art. 210 et s. du Code du travail, promulgué par décret royal n° 51 du 27 sept. 2005 *JO Um Al-Qura* n° 4068, 28 oct. 2005.

⁴⁹ Cf. *supra*, note 27.

c- Les actions intentées pour l'application des peines contenues dans le Code du travail.

d- Litiges résultants d'un licenciement.

e- Plaintes des employeurs et salariés dont les oppositions contre toute décision émanant de tout organe spécialisé dans l'organisme public des assurances sociales concernant leurs immatriculations, cotisations, ou indemnités, n'ont pas été admises.

f- Litiges relatifs aux salariés soumis aux dispositions du Code du travail, y compris les salariés du gouvernement.

g- Litiges résultants de l'application du Code du travail et de la loi des assurances sociales sans préjudice aux compétences des tribunaux et du Conseil des griefs ».

B. – *Les juridictions du second degré*

L'ancien Code judiciaire de 1975 avait créé, à l'époque, une juridiction dite de second degré, mais qui avait pour seule compétence d'examiner les jugements rendus par les juridictions du premier degré afin de s'assurer de l'application des lois et principes juridiques déterminés par cette instance. Elle se composait de trois sections⁵⁰: une section des affaires pénales, une section des affaires de statut personnel, et d'une troisième section pour examiner le reste des affaires civiles. Ces sections étaient composées de trois magistrats, seule la section pénale étant composée de cinq magistrats.

De plus, les décisions de cette ancienne cour étaient subordonnées à l'accord de l'assemblée générale de la cour. Dans l'hypothèse où une de ses trois sections décide d'abandonner, ou de ne pas recourir à une ancienne jurisprudence, elle soumettait sa décision à l'assemblée générale et devait recueillir l'accord d'un tiers de ses membres. En cas de désaccord, ou d'absence de majorité, l'affaire était soumise au Conseil de la magistrature suprême pour rendre une décision définitive⁵¹.

Dans l'esprit de la réforme de 2007, le législateur saoudien a voulu offrir aux plaideurs une possibilité pour que le litige soit jugé une nouvelle fois. Le principe du double degré de juridiction est affirmé par le nouveau Code judiciaire, ainsi que le principe de la collégialité.

Actuellement, l'Arabie Saoudite compte 13 cours d'appel, soit une dans chaque région. L'article 15 du nouveau Code judiciaire de 2007 dispose que : « Chaque région doit avoir une ou plusieurs cours d'appel. Elles doivent accomplir leurs fonctions à travers des sections spécialisées. Chaque

⁵⁰ Art. 10 de l'ancien Code judiciaire de 1975.

⁵¹ Art.14 de l'ancien Code judiciaire de 1975.

section se compose de trois magistrats excepté la section pénale qui statue sur les affaires de meurtre, d'amputation, ou de lapidation, qui doit être composée de cinq magistrats [...] ».

Le président ainsi que les membres de chaque section sont désignés par décision du président de la cour d'appel (art. 10, al. 3).

Ainsi, l'article 16 dispose que : « Les sections des cours d'appel sont :

- Les sections civiles.
- Les sections pénales.
- Les sections du statut personnel.
- Les sections commerciales.
- La section des conflits du travail ».

Les cours d'appel statuent sur les jugements susceptibles d'appel rendus par les juridictions du premier degré. Elles doivent rendre leurs décisions après l'audition des parties selon les procédures prévues dans le Code de procédure civile et le Code de procédure pénale (art. 17 du nouveau Code judiciaire). Les moyens d'opposition aux jugements sont l'appel, la cassation, et le recours en révision (art. 176 du Code de procédure civile). Le délai pour interjeter un appel devant la Cour d'appel est de trente jours.

C. – La Cour suprême

C'est une innovation dans le système judiciaire saoudien, elle a été créée par l'article 10 du nouveau Code judiciaire et son siège est à Riyadh : c'est l'équivalent de la Cour de cassation en France. Son président est nommé par ordonnance royale, et son échelon équivaut au grade d'un ministre puisqu'il ne peut être révoqué ou mis fin à ses fonctions que par ordonnance royale.

La Cour suprême est juge du droit et non pas juge du fond, elle n'est pas un troisième degré de juridiction. Elle comprend des sections spécialisées⁵² dont chacune est composée de trois magistrats sauf pour la section pénale qui est composée de cinq magistrats (art. 10-4 du nouveau Code judiciaire). Les présidents de section sont nommés par décision du Conseil suprême de la magistrature sur proposition du président de la Cour suprême.

Quant aux compétences de la Cour suprême, l'article 11 du nouveau Code judiciaire les définit comme suit :

« Elle statue sur tout jugement ou décision rendus par les tribunaux, ou les cours d'appel, et qui présentent :

⁵² À la différence de l'art. 16 du nouveau Code judiciaire qui a déterminé le nombre des sections au sein de chaque cour d'appel, l'art. 10-4 ne mentionne pas le nombre des sections au sein de la Cour suprême.

- 1- Une violation des principes de la *chari'â*, et de ce qui est promulgué par le chef de l'État comme lois en conformité avec ceux-ci.
- 2- Ou s'il s'agit d'un jugement rendu par une juridiction dont la composition est non conforme à ce qui est prévu par la loi.
- 3- Ou un jugement rendu par une juridiction, ou une section incompétente.
- 4- Ou une qualification erronée d'un fait, ou qualification juridique inexacte ».

D. – *Le Conseil suprême de la magistrature*

Cette instance suprême existait déjà avant l'avènement de la réforme de 2007. L'ancien Code judiciaire de 1975 contenait des dispositions déterminant sa composition, ses compétences, et son rôle hiérarchique de contrôle et de supervision des tribunaux et magistrats (art. 6 à 9 de l'ancien Code judiciaire de 1975). Notons que la loi de 1975 lui a attribué des compétences judiciaires comme le prévoyait l'article 8 de l'ancien Code judiciaire qui dispose que : « en sus de ses compétences prévues par la présente loi, le Conseil de la magistrature suprême se charge de :

« 1. Examiner les questions relevant de la *chari'â* islamique pour lesquelles le ministre de la Justice considère nécessaire d'en déterminer des principes généraux...

2. La révision des jugements pénaux rendus en matière de meurtre, d'amputation, ou de lapidation ».

La nouvelle réforme de 2007 l'a par ailleurs renommé, il est connu désormais sous le nom du « Conseil suprême de la magistrature ».

En revanche, le nouveau Code judiciaire de 2007 lui a retiré ses compétences judiciaires. Le Conseil suprême n'exerce, actuellement, que des compétences purement administratives ou de contrôle telles que : l'élaboration des règlements internes des tribunaux, détermination des règles concernant le choix des magistrats, la création des tribunaux sur la base de l'article 9 du nouveau Code judiciaire, statuer sur les affaires disciplinaires des magistrats... (art. 6 du nouveau Code judiciaire de 2007).

II. LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE ADMINISTRATIF

Dans un souci de continuité, le législateur Saoudien a maintenu la dualité juridictionnelle prévue dans les codes respectifs de 1975, et de

1982⁵³ qui institua le Conseil des griefs comme une instance judiciaire administrative indépendante des juridictions de l'ordre judiciaire.

Historiquement, la création de la juridiction administrative en Arabie saoudite a connu plusieurs étapes. L'article 19 de la loi relative au conseil des ministres de 1954, marque la date de départ de la création de la division des griefs qui était rattachée au conseil des ministres, et plus précisément sous l'autorité du roi. Cette division avait des compétences purement administratives, c'est-à-dire la réception des doléances, et l'établissement des rapports qui seraient soumis au roi. La promulgation du décret royal du 9 mai 1955 instaura le Conseil des griefs, et le sépara du conseil des ministres en lui assurant une indépendance comme juridiction administrative rattachée au roi. Cette juridiction était divisée en sections (administratives, pénales, disciplinaires, et commerciales). La loi du 10 mai 1982 relative au Conseil des griefs n'a pas apporté de nouveauté. Remarquons que dans la loi de 1982, le Conseil des griefs, parmi lequel le président et ses vice-présidents, était composé de membres du conseil⁵⁴.

Il fallait attendre l'avènement de la loi de 2007⁵⁵ qui, enfin, institua la juridiction administrative avec des compétences judiciaires.

En effet, l'article 8 relatif au Conseil des griefs qui énonce une nouvelle organisation des cours de l'ordre administratif, dispose que : « les cours du Conseil des griefs sont comme suit :

- 1- La Cour administrative suprême.
- 2- Les cours administratives d'appel.
- 3- Les tribunaux administratifs [...] ».

En se référant à l'article 8 de ladite loi, la juridiction administrative comprend actuellement les juridictions du premier degré (tribunaux administratifs) ; les juridictions du second degré (cours administratives d'appel) ; la Cour administrative suprême ; et le conseil judiciaire administratif.

A. – *Les juridictions du premier degré*

Ils sont actuellement au nombre de 14 tribunaux administratifs répartis dans les régions et départements de l'Arabie Saoudite. Le règlement des dispositifs exécutifs pour la mise en application du Conseil des griefs de 2007 prévoit la création d'autres tribunaux administratifs⁵⁶.

⁵³ Loi du 10 mai 1982 relative au Conseil des griefs, promulguée par décret royal n° M-51 du 10 mai 1982.

⁵⁴ La loi de 1982 avait retenu l'appellation de « membre » et non de « magistrat ».

⁵⁵ Décret royal n° M-78 du 1^{er} oct. 2007 relatif à la loi du Conseil des griefs (juridictions de l'ordre administratif), *JO Um Al Qura* n° 4170, 12 oct. 2007.

⁵⁶ Cf. *Supra*, note 34.

Les tribunaux administratifs comprennent des sections spécialisées qui sont composées de trois magistrats (art. 9/3 du nouveau Code du Conseil des griefs).

Quant aux compétences du tribunal administratif, l'article 13 de ladite loi dispose que : « les tribunaux administratifs sont compétents pour statuer sur ce qui suit :

a- Actions relatives aux droits prévus par les lois du service civil et militaire, la retraite des fonctionnaires du gouvernement, et organismes qui ont une personnalité morale publique et autonome.

b- Actions relatives à l'annulation des décisions administratives définitives introduites par les intéressés.

c- Actions relatives à l'indemnisation introduites par les intéressés contre les décisions ou actes de l'administration.

d- Actions relatives aux contrats administratifs dont l'administration est partie.

e- Actions disciplinaires introduites par les autorités compétentes.

f- Autres litiges administratifs.

g- Demandes d'exequatur des jugements étrangers et sentences arbitrales étrangères »⁵⁷.

Quant à la compétence territoriale, c'est celle du domicile du défendeur, le ressort de la succursale auquel la partie défenderesse a son siège si l'action concerne cette succursale, ou le ressort du siège du fonctionnaire dans le cadre d'une action disciplinaire (art. 2 du Code des procédures auprès du Conseil des griefs)⁵⁸.

Notons que les tribunaux du Conseil des griefs appliquent aux affaires qui leurs sont exposées les dispositions de la *chari'*à islamique conformément au Livre Saint et à la *Sunna*, ainsi que les lois qui ne sont pas en contradiction avec ceux-ci (art. 1 du Code des procédures auprès du Conseil des griefs).

B. – Les cours administratives d'appel

Avant la réforme de 2007, le Conseil des griefs comprenait un organe de contrôle⁵⁹ qui n'était, en réalité, qu'une juridiction d'appel. L'article 36,

⁵⁷ L'art. 11 du Code de l'exécution a transféré cette compétence à la section de l'exécution auprès du tribunal général (juridiction de l'ordre judiciaire) ; cf. *supra*, note 27.

⁵⁸ Code des procédures auprès du Conseil des griefs promulgué par décret royal n° M-3 du 25 nov. 2013.

⁵⁹ Créée par décision du président du Conseil des griefs n° 8 de l'année 1982 ; décision n° 11 du 4 janv. 1986 ; décision du conseil des Ministres n° 190 du 19 juin 1989 portant les dispositions relatives aux dispositions des plaidoiries et procédures auprès du Conseil des griefs, *JO* n° 3266 du 7 juill. 1989, not. les art. 36 et s.

contenant des dispositions relatives aux plaidoiries et procédures auprès du Conseil des griefs de 1989, avait prévu la création de cet organe de contrôle qui était divisé en sections dont chacune était composée de trois membres (magistrats) nommés par le président du Conseil des griefs.

L'organe de contrôle auprès du Conseil des griefs était considéré comme juge du droit et non pas juge du fond, il n'était pas considéré comme une juridiction de second degré.

Le nouveau Code du Conseil des griefs a abrogé les dispositions de l'ancien Code de 1989 (art. 26), et par conséquent les dispositions relatives aux plaidoiries et procédures auprès du Conseil des griefs de 1989 furent abrogées par le nouveau Code de procédure (art. 62)⁶⁰. En effet, le nouveau Code de 2007 a remplacé l'organe de contrôle par les cours administratives d'appel comme l'indique l'article 8 de ce code.

La Cour administrative d'appel comprend un nombre suffisant de sections spécialisées⁶¹, chacune de ces sections étant composée de trois magistrats⁶² (art. 9). Elle statue sur les appels interjetés auprès d'elle par les tribunaux administratifs, et ne rend sa décision qu'après avoir entendu les dires des parties (art. 12).

C. – La Cour administrative suprême

Elle est créée par l'article 10 du nouveau Code du Conseil des griefs, dont le siège est à Riyad. Son président est nommé par ordonnance royale dont le grade équivaut l'échelon d'un ministre (art. 10-1). Les autres membres de cette cour sont nommés par ordonnance royale sur proposition du conseil de la justice administrative (art. 10-2). La Cour administrative suprême est soutenue par une assemblée plénière composée de tous les magistrats, et ses décisions sont rendues à la majorité des membres de l'assemblée (art. 10-3).

La Cour administrative suprême comprend des sections spécialisées dont chacune est composée de trois magistrats (art. 9-1).

Quant à ses compétences, l'article 11 dispose que : « la Cour administrative suprême est compétente pour statuer sur les recours à l'encontre des décisions rendues par les cours administratives d'appel, et si l'objet du recours à l'encontre de la décision est comme suit :

⁶⁰ Code de procédure auprès du Conseil des griefs promulgué par décret royal n° M-3 du 25 nov. 2013.

⁶¹ Le nouveau Code de 2007 ne précise pas le nombre des sections au sein de la Cour administrative d'appel.

⁶² Remarquons que le nouveau Code emploie le terme « magistrat » et non « membre » comme figurait dans l'ancien Code de 1982.

a- Une violation des principes de la *chari'â*, et lois qui sont en conformité avec ceux-ci, erreur dans leur application ou leur interprétation y compris la violation d'une jurisprudence prévue dans une décision rendue par la Cour administrative suprême.

b- Ou que la décision ait été rendue par une juridiction incompétente.

c- Ou que la décision ait été rendue par une juridiction dont la composition est non conforme à ce qui est prévue par la loi.

d- Ou une qualification ou description erronée d'un fait.

e- Trancher dans un litige dont la décision est contraire à ce qui a déjà été rendu auparavant à l'égard des parties.

f- Le conflit de compétence entre les tribunaux du Conseil des griefs ».

Les décisions de la Cour administrative suprême ne sont pas susceptibles de recours, sauf si le recours vise à demander une révision à l'égard d'une partie à l'encontre de laquelle la décision est réputée avoir été prise et que cette dernière n'est pas intervenue lors de l'action de manière volontaire ou forcée (art. 59 Code de procédure auprès du Conseil des griefs de 2013).

Ainsi, la demande en révision peut être introduite pour les décisions passées en force de chose jugée rendues par les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel dans les cas prévus par le Code de procédure civile (art. 43 Code de procédure auprès du Conseil des griefs de 2013).

En effet, l'article 200 du Code de procédure civile dispose que :

1- « Chaque partie a le droit au recours en révision pour les jugements définitifs dans les cas suivants :

a- Si le jugement est basé sur des pièces qui ont été révélées fausses après jugement, ou basé sur un témoignage jugé par l'autorité compétente comme faux témoignage.

b- Si l'auteur du recours en révision obtient, après jugement, des pièces probantes dans l'affaire qu'il ne pouvait produire avant le jugement.

c- Si une partie a recouru à une fraude ayant pu influencer le jugement.

d- Si le jugement décide d'une chose non demandée par les parties, ou décide plus qu'ils en demandent.

e- Si le prononcé du jugement se contredit lui-même.

f- Si un jugement est rendu par défaut.

g- Si le jugement est rendu à l'encontre d'une partie qui n'était pas représentée légalement dans l'action.

2- Lorsque l'intervention volontaire ou forcée dans l'action n'est pas observée à l'égard d'une personne ayant été affectée par la force d'autorité d'un jugement définitif, elle a le droit au recours en révision ».

D. – *Le conseil judiciaire administratif*

Ce conseil a été mis en place par l'article 4 du nouveau Code du Conseil des griefs de 2007, il est composé :

- Du président du Conseil des griefs.
- Du président de la Cour administrative suprême.
- Du plus ancien des vice-présidents du Conseil des griefs.
- De quatre magistrats dont l'échelon est celui d'un magistrat de la Cour d'appel nommés par ordonnance royale.

En ce qui concerne les compétences du Conseil, ce dernier assume les mêmes compétences que celles reconnues au Conseil suprême de la magistrature⁶³, c'est-à-dire des compétences purement administratives et financières telles que la création des tribunaux et cours d'appel, la nomination des magistrats des juridictions du premier et second degré, la promulgation des règlements intérieurs, l'établissement des règles relatives au choix des magistrats, la détermination par décision des règles et conditions pour l'accès aux concours des auxiliaires de justice, l'établissement des rapports annuels concernant la situation administrative et financière des juridictions afin de les soumettre au roi...

CONCLUSION

La réforme judiciaire de 2007 témoigne de la volonté du pouvoir Saoudien de moderniser son droit judiciaire. L'adhésion de l'Arabie Saoudite à de nombreuses conventions internationales, et l'effet de la mondialisation ont été l'essence de cette réforme.

La loi fondamentale du pouvoir (la Constitution) de 1992⁶⁴ reconnaît la primauté des prescriptions de la *chari'*à islamique et les considère comme sources directes de toutes les lois promulguées dans le pays. Cette loi reconnaît aussi au gouverneur un large pouvoir de légiférer dans les domaines où les prescriptions de la *chari'*à font preuve de carence.

Ce pouvoir réglementaire accordé au souverain lui a permis de mener cette réforme en déterminant une période de transition de trois ans⁶⁵ pour le passage de l'ancienne à la nouvelle organisation judiciaire.

⁶³ Concernant les compétences du conseil judiciaire administratif, l'article 5 du nouveau Code du Conseil des griefs renvoie à l'article 6 du nouveau Code judiciaire.

⁶⁴ Loi fondamentale du pouvoir du 1^{er} mars 1992, promulguée par ordonnance royale n° A/90 du 1^{er} mars 1992, *JO Um Al-Qura* n° 3397, 6 mars 1992.

⁶⁵ Dispositifs exécutifs pour la mise en application des nouveaux codes judiciaires et Conseil des griefs de 2007, *JO Um Al-Qura*, n° 4170, 21 sept. 2007.

Toutefois, cette période de transition a été prorogée de nombreuses fois compte tenu du manque de magistrats dans certains tribunaux et de l'insuffisance des tribunaux et sections dans certaines régions et départements du Royaume⁶⁶.

Nous constatons, ainsi, qu'à l'heure actuelle certains comités⁶⁷ continuent d'exister en exerçant des compétences judiciaires. La nature des décisions rendues par ces comités, à savoir si elles ont une portée administrative ou judiciaire, reste floue. L'article 4 de l'ordonnance royale de 2012⁶⁸ relative au comité d'appel des litiges et contraventions bancaires considère les décisions rendues par ce comité comme définitives, et non susceptibles de recours devant les juridictions.

Nonobstant l'existence et le fonctionnement de certains comités, le législateur saoudien a pu mener cette réforme à terme dans une société conservatrice tout en alliant traditionnel et modernité.

Cette réforme marque une nouveauté dans la mesure où des tribunaux spécialisés ont été créés, et des magistrats professionnels au sein de ces tribunaux mis en place. Cela pourra consolider la confiance des justiciables envers les juridictions, et donner de la valeur aux décisions rendues.

Dans le cadre de la modernisation des juridictions, on assiste actuellement à la publication des jugements et décisions des juridictions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif⁶⁹ qui sont même consultables sur leurs sites internet, alors que cela était inexistant et irréalisable avant la réforme de 2007.

L'Arabie Saoudite affiche une volonté réelle de s'ouvrir sur le monde par le biais de la modernisation de ses institutions et de ses lois. À la modernisation entreprise, il faut associer la culture de l'évaluation pour développer d'avantage le secteur de la justice en Arabie Saoudite. La réforme de 2007 marque un début, mais elle doit tenir compte des progrès sociaux, économiques, et démographiques de la société saoudienne pour réussir ce grand défi.

⁶⁶ Réunion du Conseil suprême de la magistrature du 25 juin 2015 : <https://www.scj.gov.sa/SpeechDetails?ItemID=32>.

⁶⁷ Comité de règlement des litiges fiscaux, comité de règlement des litiges des assurances et du tabac, comité de règlement des litiges de la bourse.

⁶⁸ Ordonnance royale n° 37441 du 1^{er} juill. 2012.

⁶⁹ V. : <http://www.bog.gov.sa/ScientificContent/JudicialBlogs/Pages/default.aspx> (Site en Arabe).